

Commission municipale du Québec

Date : Le 1^{er} mars 2019

Dossier : CMQ-66841

30443-19

Juge administratif : Thierry Usclat, vice-président

**Personne visée par l'enquête : Alain Laplante, maire
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu**

ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE

**ORDONNANCE DE CONFIDENTIALITÉ, DE NON-DIVULGATION,
DE NON-PUBLICATION ET DE MISE SOUS SCHELLÉS**

DÉCISION

- [1] La Commission municipale du Québec est saisie d'une demande d'enquête en éthique et déontologie concernant Alain Laplante, maire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.
- [2] M^e Chantale Bouchard a demandé l'émission d'une ordonnance de production de documents concernant certains courriels échangés entre plusieurs conseillers et le Directeur général de la Ville.
- [3] La Commission a accueilli la demande et a émis l'ordonnance réclamée qui a été transmise aux personnes visées qui devront produire ces documents le 1^{er} mars 2019 en salle d'audience.
- [4] La Commission a ainsi ordonné à mesdames Claire Charbonneau, Mélanie Dufresne, Christiane Marcoux, et Patricia Poissant ainsi qu'à messieurs François Auger, Yvan Berthelot, Jean Fontaine, Michel Gendron et Marco Savard de produire :
- Une copie de tous les courriels que vous avez transmis à François Vaillancourt, directeur général, de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, au sujet de Guy Grenier entre le 17 et le 20 avril 2018.
- [5] La Commission a également ordonné à monsieur François Vaillancourt, Directeur général de la Ville de produire :
- Une copie de tous les courriels de plaintes concernant Guy Grenier reçues entre le 17 et le 20 avril 2018.
- [6] M^{es} Gunst et Bouchard ne s'opposent pas à l'émission d'une ordonnance de confidentialité permettant d'assurer la confidentialité de ces documents pendant l'instance afin de protéger à ce stade la confidentialité des documents demandés et les renseignements personnels pouvant être contenus dans ces documents.

ANALYSE

- [7] Le test applicable, avant de prononcer ce type d'ordonnance, est établi dans la décision *Dagenais*¹, reformulée comme suit dans celle de *Mentuck*² :

1. *Dagenais c. Société Radio-Canada*, [1994] 3 R.C.S. 835, p. 872.

2. *R. c. Mentuck*, [2001] 3 R.C.S. 442, par. 39.

« Une ordonnance de non-publication ne doit être rendue que si :

a) elle est nécessaire pour écarter un risque sérieux pour la bonne administration de la justice, vu l'absence d'autres mesures raisonnables pouvant écarter ce risque;

b) ses effets bénéfiques sont plus importants que ses effets préjudiciables sur les droits et les intérêts des parties et du public, notamment ses effets sur le droit à la libre expression, sur le droit de l'accusé à un procès public et équitable, et sur l'efficacité de l'administration de la justice. »

[8] La Commission est d'avis qu'il est nécessaire d'interdire l'accès à ces documents et aux informations contenues et de les protéger afin d'écarter à ce stade, un risque sérieux d'atteinte aux droits personnels des gens ayant échangés ces courriels et aux droits et à la réputation de monsieur Guy Grenier, s'ils sont rendus publics.

[9] Enfin, ces documents ne sont pas accessibles au public en général.

[10] La Commission conclut qu'une ordonnance de confidentialité et de mise sous-scellées doit être émise.

PAR CES MOTIFS, LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC :

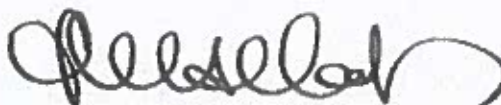
— **ORDONNE** la confidentialité, la non-divulgence et la non-publication des documents et informations qu'ils contiennent :

- Une copie de tous les courriels transmis, échangés ou reçus au sujet de Guy Grenier entre le 17 et le 20 avril 2018 par Claire Charbonneau, Christiane Marcoux, François Auger, Jean Fontaine, Mélanie Dufresne, Michel Gendron, Marco Savard, Patricia Poissant et Yvan Berthelot.
- Une copie de tous les courriels de plaintes concernant Guy Grenier reçus par François Vaillancourt, Directeur général, entre le 17 et le 20 avril 2018.

— **ORDONNE** la mise sous scellés de ses documents jusqu'à l'instruction.

— **AUTORISE** la transmission d'une copie de ces documents à M^e Chantale Bouchard et à M^e Naomi Gunst pour les fins du présent dossier uniquement.

- **ORDONNE à quiconque** de ne dévoiler d'aucune façon ces informations et documents, sauf dans le cadre de l'exercice du droit de la personne faisant l'objet de la présente enquête à une défense pleine et entière, et de ne pas les diffuser publiquement, oralement, par écrit ou électroniquement, à la radio, dans les journaux, les postes de télévision ou par tout autre moyen de communication public ou privé.
- **AUTORISE** toutes les personnes qui assistent la Commission aux fins de son enquête, à communiquer des informations ou documents visés par la présente ordonnance, si cela s'avère nécessaire pour la poursuite de l'enquête ou dans le cadre de la communication de la preuve ou d'une autre mesure d'équité procédurale.
- La présente ordonnance demeure en vigueur jusqu'à la décision finale de la Commission ou sa modification par un juge administratif.



THIERRY USCLAT, Vice-président
Juge administratif

TU/II

M^e Chantale Bouchard
KSA avocats
Procureure de l'élu

M^e Naomi Gunst
Direction du contentieux de la Commission municipale du Québec
Procureure indépendante pour la Commission

COPIE CONFORME
Ce jour d mars 2019
Secrétaire C.M.Q.